

# **Appel de la Communauté Gabonaise des Etats-Unis aux acteurs politiques et de la société civile gabonais**

Communiqué de Presse, pour diffusion immédiate

A la classe politique gabonaise, notamment celle réunie au sein de la Coalition des Partis Politiques pour l'Alternance (CPPA) et de l'Alliance pour le Changement et la Restauration et (ACR), dont les principaux leaders sont André Mba Obame de l'Union Nationale (UN) et Pierre Mamboundou de l'Union du Peuple Gabonais (UPG),

Aux corps armés gabonais,

Aux syndicats et membres et mouvements de la société civile,

Aux étudiants.

Il arrive dans la vie de toute nation un moment clé de son existence où l'impératif de convergence des aspirations du peuple en vue de la sauvegarde, de la consolidation et de l'affirmation de l'intérêt national s'impose.

Au moment même où, suite au renforcement despotique de ses pouvoirs présidentiels, Monsieur Ali Bongo Ondimba, président illégitime du Gabon, s'acharne sur les Gabonais qui ont osé se soulever pour affirmer leurs droits, et au moment où se multiplient à leur encontre les brimades policières et économiques, les enlèvements, voire des assassinats, le moment est venu, il nous semble, de mettre l'intérêt de tous au-devant des intérêts particuliers.

La Communauté Gabonaise des Etats-Unis constate que la situation insurrectionnelle actuellement en gestation au Gabon offre une rare et concrète opportunité de transformer le débat soulevé par l'Union Nationale et André Mba Obame en un débat véritablement national qui aurait à cœur de défaire, une bonne fois pour toutes, le carcan bongoïste qui confisque la destinée nationale depuis 43 ans.

La Communauté Gabonaise des Etats-Unis, par conséquent, opte résolument pour une Révolution en bonne et due forme au Gabon, et soutient tous actes insurrectionnels d'où qu'ils viennent, dès lors que ces actes contribueraient à la mise hors d'état de nuire du régime Bongo.

Conformément, donc, aux principes fondamentaux qui régissent la souveraineté des peuples, la Communauté Gabonaise des Etats-Unis réaffirme ici son attachement le plus absolu aux valeurs stipulées dans la **Déclaration d'indépendance des Etats-Unis d'Amérique du 4 juillet 1776**, qui maintient que *« tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur »*.

Cette même déclaration américaine ajoute que *« lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de (...) soumettre [les hommes] au despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir de rejeter un tel gouvernement et de pourvoir, par de nouvelles sauvegardes, à leur sécurité future »*.

Ce droit, mais également ce devoir, des gouvernés à se défaire de leurs despotes sont également consignés dans les diverses déclarations françaises des droits de l'homme et du citoyen. La **Déclaration de 1789**, en son Article 2, affirme ainsi le **droit de révolution** comme un droit inné et

naturel au même titre que tous les autres droits naturels ; cet article proclame que « *le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression* ». Ce droit de révolution est ensuite renforcé dans **la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793**, qui stipule que « *Tout acte exercé contre un homme hors des cas et sans les formes que la loi détermine, est arbitraire et tyrannique ; celui contre lequel on voudrait l'exécuter par la violence a le droit de le repousser par la force* » (Article 11) et que « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs* » (Article 35).

Or, vu qu'au Gabon, la dictature des Bongo depuis 43 ans ne laisse de choix au peuple qu'entre la résignation face à la dictature ou la violence contre la dictature, il ne fait plus aucun doute que, pour recouvrer leurs droits à la dignité et à la poursuite du bonheur, *l'insurrection est désormais, pour le peuple gabonais et pour chaque portion du peuple gabonais, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs.*

Les Gabonais sont aujourd'hui conscients du simple fait que le changement qu'ils souhaitent de toutes leurs forces ne viendra ni par les urnes ni par la volonté de démocratiser des Bongo, et encore moins par un miracle de Jésus-Christ. Ils savent que le changement ne viendra que par le moyen d'une insurrection révolutionnaire généralisée du peuple gabonais, quelle qu'en soit la forme.

Mais pour que cette volonté du peuple gabonais s'affirme résolument et irréversiblement, la Communauté Gabonaise des Etats-Unis exhorte la classe politique à l'unité autour d'actes insurrectionnels visant à défaire le régime des Bongo, maintenant.

Si l'histoire du Gabon nous enseigne une chose, c'est que les Bongo ne reculent que quand acculés au changement par la ferveur insurrectionnelle. Ce qui a fait qu'Omar Bongo accepte la conférence nationale était sans aucun doute la pression de la rue et le refus de la société politique et civile de cautionner outre mesure la prise en otage du Gabon et le galvaudage de son impuni de son patrimoine et de son potentiel.

**A Monsieur Mba Obame, à l'Union Nationale et au CPPA, nous demandons donc:**

- La nationalisation immédiate du débat politique et insurrectionnel : il s'agit aujourd'hui de coaliser urgemment les Gabonais autour de l'idée d'un changement immédiat, pour que les actes actuellement posés ne soient plus perçus comme des actes concernant uniquement Mba Obame et l'Union Nationale, mais plutôt comme des actes engageant toute la nation. Le message doit être celui non seulement d'une plus forte et plus totale fédération et mobilisation des forces vives de la nation (politiques, associatives, syndicales, estudiantines, villageoises, etc.), mais également celui du « maintenant ou jamais » qui engagerait le peuple.
- La sortie de Monsieur Mba Obame du PNUD pour mieux diligenter, en compagnie des Gabonais, le potentiel insurrectionnel actuel, qui risque d'être étouffé dans l'œuf si un meilleur sens du leadership n'est pas démontré. Si ce potentiel insurrectionnel doit être préservé, et si les hommes politiques qui l'ont déclenché sont sincères, il ne sera garanti que par la sortie du PNUD du leadership de l'Union Nationale et la menée frontale du combat pour la chute immédiate du régime des Bongo.

**A Monsieur Pierre Mamboundou, à l'UPG et à l'ACR, nous demandons le dépassement et l'abnégation.** En vous reposent, en ce moment crucial de l'histoire du Gabon, l'avenir du pays. Que vous le vouliez ou pas, la constellation UPG/ACR détient, au minimum, le 1/3 de la force sociologique du Gabon, au même titre que la constellation UN /CPPA, qui détient, au minimum, l'autre 1/3. Ce que cela veut dire est qu'une alliance insurrectionnelle immédiate entre l'ACR et le CPPA regroupera plus de 70% de la force sociologique gabonaise, ce qui est largement suffisant pour défaire le régime

bongoïste dans le cadre d'un vrai combat insurrectionnel. La Communauté Gabonaise des Etats-Unis n'a aucun doute qu'une coalition nationale regroupant tous les partis et groupements de partis installés au pays, et qui incluerait des mouvements politiques en exil comme le mouvement politique « Bongo Doit Partir » (BDP), la Représentation de l'UPG aux Etats-Unis, la Plateforme Républicaine, sans oublier des associations de la diaspora en Europe comme DIAGAU, les Anges Gardiens, la Coalition du Refus, etc., serait de nature à susciter un véritable sursaut révolutionnaire national en vue de l'instauration de l'ingouvernabilité au Gabon, et partant, de l'écroulement du régime d'Ali Bongo. Pourquoi négocier avec ce régime quand on sait que l'unité de l'opposition sera suffisante pour l'évincer, donnant par la même la possibilité à l'opposition d'assumer elle-même le pouvoir au lieu de mendier des miettes de pouvoir et de responsabilité illusoire auprès du régime bongoïste ? Cette unité est absolument essentielle. Le pays doit saisir le moment présent pour se débarrasser du despote.

**Aux pédégistes qui soutiennent Ali Bongo**, nous disons que vous souffrez tout autant de la mauvaise gestion des Bongo que le reste des Gabonais. Tandis que vous mourez dans les mêmes vieux hôpitaux mouroids que le reste du peuple, les Bongo et leurs complices eux vont se faire soigner en Europe, au Maroc, en France, aux frais du contribuable gabonais. Pire, les Bongo vous font l'insulte de prendre le Parti Démocratique Gabonais (PDG) en otage, car ils se disent que tant qu'un Bongo sera vivant, aucun autre Gabonais, même du PDG, ne peut accéder au pouvoir. Cela veut dire que même vos enfants ne peuvent un jour rêver de devenir présidents du Gabon tant qu'un Bongo est vivant. Ali Bongo étant parti pour passer au moins 30 ans au pouvoir, allez-vous nous dire que vous allez accepter de vivre sous le joug de la même famille pendant 73 ans ? Et vos enfants ? Et vos pères ? Et vos mères ? Ceci, rien que pour le principe, nous semble intolérable. Pourquoi pas à vous ? Il faut refuser cet état de choses et demander le départ immédiat d'Ali Bongo.

**Aux corps armés gabonais**, nous disons que Monsieur Ali Bongo Ondimba est non seulement un imposteur auquel vous ne devez aucun droit d'obéissance, mais également un homme qui a trahi la République du Gabon. Le jour où Ali Bongo Ondimba s'est mis à genoux devant des Francs-Maçons français pour proclamer, dans la vidéo que tout le monde a vue sur Internet, que, en tant que Président de la République du Gabon, il ne servira que les intérêts des Francs-Maçons, il a commis un crime de haute trahison contre le Gabon. La Constitution gabonaise actuelle trouvera dans cette déclaration d'allégeance aux Francs-Maçons une répudiation sans équivoque de son serment à la République, serment qui n'exige qu'une seule loyauté, la loyauté envers la République et le peuple gabonais. Dès lors, la Communauté Gabonaise des Etats-Unis demande qu'Ali Bongo soit immédiatement mis aux arrêts et condamné pour crimes de haute trahison. Nous demandons également aux corps armés de ne point s'interposer entre le peuple et ses aspirations démocratiques vu que ces aspirations sont celles de tous les Gabonais, y compris des militaires, policiers et gendarmes gabonais et leurs familles qui subissent comme tout le monde les mêmes brimades, les mêmes viols et les mêmes traumatismes. Il vous faut protéger vos frères et sœurs et non les meurtrir.

**Aux syndicats et groupements associatifs de la société civile**, nous rappelons tout simplement l'histoire politique du Gabon. Plutôt que d'appeler à la décripation politique et au dialogue avec un régime qui se refuse au dialogue depuis 43 ans, nous attendons de vous une radicalisation et, surtout, une politisation de votre discours. L'histoire du Gabon nous enseigne que ce n'est que parce que les syndicats et la société civile avaient politisé leur discours dès 1989, et ceci malgré la dictature du parti unique, qu'Omar Bongo avait cédé et accepté le principe de la conférence nationale. Et parce que les syndicats et la société civile pratiquèrent des grèves à n'en plus finir, exigeant clairement réparation et libéralisation du paysage politique au dictateur, ils contribuèrent au retour du multipartisme au Gabon. C'est dire que cette fois aussi, la société civile et les syndicats ont besoin de politiser et radicaliser leur discours pour venir en appui aux hommes politiques et mener à une revendication insurrectionnelle généralisée. Sans une synergie véritable entre hommes politiques, syndicats et société civile, les chances de faire réussir l'insurrection s'amenuiseront. Il faut donc reproduire urgemment la situation de 1989/1990. La Communauté Gabonaise des Etats-Unis sait votre situation peu enviable dans la mesure où, les bas salaires, le chômage, la paupérisation générale

et la maladie dans un pays sans hôpitaux dignes de ce nom tuent à petit feu vos aspirations, vos enfants, vos familles. Il faut rejeter immédiatement cette animalisation.

**Aux étudiants**, nous lançons un appel à la mobilisation et à l'insurrection par tous les moyens possibles. La Communauté Gabonaise des Etats-Unis sait à quel point vous souffrez du manque de bourses conformes à la vie chère du Gabon, à quel point vous vous débâtez dans des structures éducationnelles vétustes et honteuses, à quel point vous vivez des frustrations diverses qui viennent compliquer vos vies au moment où, pourtant, vous vous apprêtez à prendre la relève de vos aînés dans la gestion de la chose publique. Mais le régime Bongo vous a fermé l'horizon et a animalisé vos aspirations. Il est donc temps, comme en 1990, de vous lancer dans le combat de la libération nationale. La grève que vous lançâtes en 1990 fut le déclencheur des grands événements qui apportèrent la conférence nationale et le multipartisme au Gabon. Comme dans la plupart des pays au monde où commencent des révolutions libératrices, les étudiants sont souvent en avant-garde des combats politiques. Votre rôle est encore plus nécessaire aujourd'hui qu'hier. Ne décevez pas la nation gabonaise et ne décevez pas vos propres aspirations.

La Communauté Gabonaise des Etats-Unis pense et maintient que seul un état de coalition et de fédération de toutes les composantes de la vie politique, syndicale, associative et estudiantine du Gabon pourra venir à bout du dictateur, maintenant. Le Gabon a assez souffert des mains des Bongo.

Fait le 7 février 2011 à Washington, DC, Etats-Unis d'Amérique

**Pour la Communauté Gabonaise aux Etats-Unis**



Dr. Daniel MENGARA

Dr. Daniel Mengara  
Professeur d'Etudes francophones, Montclair State University  
Président du mouvement « Bongo Doit Partir »  
<http://www.bdpgabon.org>  
Tél./Fax: 973-447-9763

André Bouassa  
Représentant, UPG-Amérique

Patrick Amabamani  
Secrétaire Général, Plateforme Républicaine

Landry Washington Amiang  
Activiste gabonais

Léon Obame  
Activiste gabonais